



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

**Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques**

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/674

A R R E T E

N° 2013329-0028 du 25 novembre 2013 portant mise en demeure à la société BIMA 83 de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°931576 du 14 octobre 1993 réglementant ses installations à CERNAY

**LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** l'arrêté du Conseil d'Etat du 9 juillet 2007 sur la procédure de mise en demeure,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°931576 du 14 octobre 1993 portant autorisation d'exploiter à la société BIMA 83,
- VU** la visite d'inspection du 14 octobre 2013,
- VU** le rapport du 30 octobre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que le suivi de l'introduction du débit d'azote dans le réacteur R1 de l'atelier F2 est réalisé par un opérateur,

CONSIDÉRANT que suite à ce suivi, l'opérateur actionne le remplissage du réacteur R1 en alcool isopropylique,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 14 octobre 1993 précise qu'une sécurité doit être mise en place afin d'asservir automatiquement l'introduction de l'alcool isopropylique dans le réacteur seulement lorsque le balayage à l'azote a été correctement réalisé,

CONSIDÉRANT qu'une surpression peut être engendrée suite à un mauvais inertage à l'azote de ce réacteur,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er :

La société BIMA 83, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 9 rue de l'Industrie à Cernay (68700), est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises à la même adresse, **dans un délai de 4 mois**, les prescriptions de l'article VII.2.2. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1993 reprises ci-après :

« Les opérations réalisées avec l'alcool isopropylique se feront sous atmosphère neutre d'azote. Un balayage à l'azote de durée prédéterminée sera réalisé avant introduction de l'intermédiaire dans le réacteur contenant l'alcool isopropylique ; en outre, une sécurité interdira son introduction en cas d'insuffisance de débit d'azote. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L.171-8 et L.173-1 du Code de l'Environnement.

Article

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Thann et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 25 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé

Xavier BARROIS

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.